



Solidarité avec les réfugiés : ne nous laissons pas diviser

Samedi dernier à Calais et sur l'autoroute du Nord, la politique gouvernementale s'est tristement illustrée avec l'interdiction de la manifestation de soutien aux migrants. Gazages, matraquages, blocage des cars partis de Paris : ce sont les mêmes méthodes que celles appliquées aux manifestants contre la loi travail, à toutes celles et ceux qui s'opposent à la politique gouvernementale, aux diktats patronaux. Dans le plus grand silence médiatique.

La France prend sa part ?

Ce qu'on appelle la « jungle » de Calais ce sont 10 000 réfugiés dans la boue du camp de La Lande, fuyant guerres et misère, qui cherchent à gagner la Grande-Bretagne. Le gouvernement continue la même politique sur le thème « la France ne peut accueillir toute la misère du monde ». Il impose également l'équivalent de Calais à Vintimille pour empêcher des réfugiés actuellement en Italie de venir en France.

La France ne voit arriver qu'une infime partie des réfugiés. Quand la France reçoit 5000 Syriens, la Suède en accueille dix fois plus, l'Allemagne 300 fois plus. Ce sont les pays frontaliers des zones de guerre qui accueillent l'immense majorité de ces populations. Le conflit syrien a déjà provoqué près de 5 millions de réfugiés, principalement vers la Turquie (2,5 millions), le Liban (1,1 million) et la Jordanie (628 000). Ces pays ont accueilli plus de 86 % des réfugiés syriens. Le Liban en accueille le plus au regard de sa population (183 réfugiés pour 1 000 habitants). En Jordanie la population a ainsi augmenté de 25 %. Dans le même temps se construit une l'Europe forteresse, responsable de la mort de 10 000 migrants en Méditerranée depuis le début de 2014.

Le droit d'asile jeté aux oubliettes

Pour Hollande et son gouvernement, le drame vécu par les migrants n'est pas une urgence sociale. A Calais, la population se sent laissée à l'abandon, tout comme elle a été laissée à l'abandon face au chômage et aux politiques d'austérité. Et elle n'en peut plus de voir la ville se hérissier de murs et de subir l'omniprésence policière. En refusant de créer de vrais centres d'accueil, des services de santé et d'assistance, en détruisant régulièrement tous les abris en dur construits par les migrants et les associations, en multipliant les expulsions, les interpellations massives dans les rues, la dispersion des camps de fortune, le message de l'État français est clair : vous n'avez rien à faire « chez nous » ! Le démantèlement du camp accélérerait cette politique de rejet en rendant plus simples les expulsions du territoire.

La surenchère raciste : c'est sur ce terrain que les candidats à la candidature des partis institutionnels pour l'élection présidentielle se font concurrence pour construire un amalgame raciste entre arabe, musulman et terroriste, pour diviser et détourner les populations laborieuses de leurs vrais ennemis.

Le seul avenir, c'est de lutter ensemble !

Le gouvernement français n'ose pas aller aussi loin que son homologue hongrois, qui a carrément appelé les Hongrois aux urnes pour un referendum visant à refuser l'accueil de 1 300 réfugiés dans le pays. Malgré les millions dépensés dans une campagne à sens unique, malgré le matraquage de la propagande gouvernementale, le camp du Premier ministre Orban n'a pas réussi à mobiliser 40 % des électeurs.

Un déballage de démagogie xénophobe, alors qu'il s'agit de répartir 160 000 réfugiés dans l'ensemble de l'Union européenne qui comprend 510 millions d'habitants, soit l'équivalent de 0,03 % de la population européenne. Cherchez l' « invasion » !

Le vrai danger qui nous menace, c'est de laisser nos dirigeants nous diviser. Ces personnes qui viennent en Europe au péril de leur vie fuient les bombardements de Syrie ou d'ailleurs, orchestrés par les grandes puissances qui jouent leur influence au Proche-Orient. Elles ne sont certainement pas responsables des coups que nous inflige notre patronat bien français.

Nous avons bien plus d'intérêts communs avec n'importe lequel des réfugiés qu'avec l'un de ces politiciens qui jouent à orchestrer la peur.

Mobilisation gagnante à la Poste de Bellac

En Août 2016, une postière de Bellac est en arrêt maladie. Pour sa convalescence, en accord avec le médecin, elle rejoint sa famille et avertit sa hiérarchie de son changement d'adresse. Elle reçoit néanmoins à son adresse habituelle un courrier recommandé émanant de la Poste. La factrice, qui est aussi son amie, lui signale par téléphone l'arrivée de ce courrier. Ne pouvant se déplacer pour le récupérer, elle lui demande de l'ouvrir pour lui communiquer son contenu, ce que fait la factrice, dans le seul but de lui rendre service, ce que nous aurions tous fait.

Mais la Direction de la Poste de Bellac en fait une affaire d'État et inflige à la factrice (vingt ans d'ancienneté mais toujours contractuelle) une lourde sanction : 3 mois de mise à pied sans salaire !

Dès le lundi 26 septembre, syndicats, élus locaux, postiers et usagers se mobilisent toute la semaine devant le centre postal de Bellac pour clamer leur indignation. Dans un premier temps, la Direction campe sur ses positions. La mobilisation s'amplifiait de jours en jours avec le projet de bloquer Bellac le samedi. Un préavis de grève des postiers est lancé pour mardi.

Finalement, devant ces pressions venant de toutes parts, la Direction annule les sanctions. Solidarité et détermination sont venues à bout de cette situation révoltante !

Justice de classe

De deux à quatre mois de prisons avec sursis ont été requis par le procureur contre cinq des salariés d'Air France rendus responsables de la « chemise arrachée ».

L'objectif de ce procès n'est pas la réparation des maigres dommages subis par les hauts cadres d'Air France, mais de faire taire toute contestation.

Goodyear : le combat continue

Les 19 et 20 octobre prochains a lieu, à Amiens, le procès en appel des huit Goodyear, qui avaient été condamnés en première instance à 24 mois de prison, dont neuf fermes, pour avoir lutté contre la fermeture de leur usine.

À cette occasion, la CGT Goodyear appelle à un rassemblement en soutien aux travailleurs condamnés. Des départs collectifs de Limoges sont organisés.

Contacts : soutienauxgoodyear87@gmail.com

Alstom doit payer !

Après une journée ville morte à Belfort où toute la population a manifesté sa colère contre la fermeture de l'usine d'Alstom, après le siège de la direction du groupe à Saint Ouen par près de mille travailleurs, le gouvernement a finalement temporisé. Il promet une commande de 15 TGV pour 450 millions d'euros, ce qui permettrait de maintenir le site de Belfort pour... 2 ans. 450 millions d'euros des caisses de l'Etat et de la SNCF, bref de notre poche ! Mais pas question de s'en prendre aux actionnaires d'Alstom qui ont pourtant touché 3 milliards de dividendes en 2015 !

Alors, tant mieux si les travailleurs de Belfort gardent pour le moment leur emploi, tant mieux si de nouvelles rames circulent sur le réseau SNCF. Mais à ce poker menteur sur la fermeture de l'usine, c'est la Direction d'Alstom qui ramasse la mise.

L'assassin au chevet de sa victime

La semaine dernière, François Hollande et l'ex-ministre de la Justice Christiane Taubira présidaient une cérémonie en hommage aux mineurs en grève de 1948. Une occasion de parader devant les caméras en défenseurs factices de la classe ouvrière.

À l'époque, c'est un gouvernement socialiste qui avait envoyé la troupe dans les bassins miniers. Six grévistes avaient perdu la vie, des centaines avaient été licenciés. Les socialistes d'aujourd'hui n'ont rien à envier à ceux d'hier en termes de défense des intérêts patronaux.

Racket

Depuis le 1^{er} septembre, il y a 1 900 places de parking payantes en plus à Limoges. C'est un racket supplémentaire.

Si le but était d'éviter les voitures en ville et la pollution, la première des mesures à prendre, par la municipalité et par l'agglo, serait des transports en commun gratuits et en nombre suffisant, sur toutes les dessertes.

« Nous garderons Notre Dame des Landes Ni aéroport, ni expulsions »

Le 8 Octobre, mobilisation contre l'aéroport de NDDL et son monde

(infos sur acipa-ndl.fr et zad.nadir.org)